



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/50/34  
10 octobre 2006

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Cinquantième réunion  
New Delhi, 6 – 10 novembre 2006

**PROPOSITION DE PROJET: INDONÉSIE**

Le présent document comporte les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds sur la proposition de projet suivante:

Élimination

- Plan national d'élimination des substances du Groupe I, Annexe A, et des Groupes II et III Annexe B en Indonésie, dans les secteurs d'activités suivants:

- |  |                       |
|--|-----------------------|
| • Mise en oeuvre et coordination du plan d'élimination                     | PNUD                  |
| • Élimination dans le secteur de la réfrigération (fabrication)            | PNUD                  |
| • Gestion de l'élimination dans le secteur de la réfrigération (entretien) | PNUD                  |
| • Élimination dans le secteur des climatiseurs d'automobile                | Banque mondiale       |
| • Élimination dans le secteur des aérosols                                 | PNUD, Banque mondiale |
| • Élimination dans le secteur des mousses                                  | Banque mondiale       |
| • Élimination dans le secteur des inhalateurs doseurs                      | Banque mondiale       |
| • Élimination dans le secteur des solvants                                 | ONUDI                 |

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

**FICHE D'ÉVALUATION DE PROJET - PROJETS PLURIANNUELS  
INDONÉSIE**

**TITRE DU PROJET****AGENCE BILATÉRALE /AGENCE D'EXÉCUTION**

Élimination des substances du Groupe I Annexe A, Groupes II et III Annexe B	PNUD, ONUDI et Banque mondiale
---	--------------------------------

**SOUS-TITRES DU PROJET**

(a) Mise en oeuvre et coordination du plan d'élimination	PNUD
(b) Élimination dans le secteur de la réfrigération (fabrication)	PNUD
(c) Gestion de l'élimination dans le secteur de la réfrigération (entretien)	PNUD
(d) Élimination dans le secteur des climatiseurs d'automobile	Banque mondiale
(e) Élimination dans le secteur des aérosols	PNUD, Banque mondiale
(f) Élimination dans le secteur des mousses	Banque mondiale
(g) Élimination dans le secteur des inhalateurs doseurs	Banque mondiale
(h) Élimination dans le secteur des solvants	ONUDI

<b>ORGANISME NATIONAL DE COORDINATION</b>	Kementrian Lingkungan Hidup (KLH)
---	-----------------------------------

**DERNIÈRES DONNÉES DÉCLARÉES SUR LA CONSOMMATION DE SAO À ÉLIMINER GRÂCE AU PROJET  
A : DONNÉES RELATIVES À L'ARTICLE 7 (tonnes PAO, 2005, en date de septembre 2006)**

CFC Groupe I Annexe A	2 385,31	TCA Groupe III, Annexe B	10,74
CTC Groupe II, Annexe B	0	Bromure de méthyle, Annexe E	31,80

**B: DONNÉES SECTORIELLES DU PROGRAMME DE PAYS (tonnes PAO, 2005, en date de septembre 2006)**

SAO	Aérosol	Mousse	Réfrigération		Solvants	Agent de transformation	Fumigène
			Fabrication	Entretien			
CFC-11	0,00	221,26	154,28	132,00			
CFC-12	180,00		303,98	1338,19			
CFC-113					32,80		
CFC-115			10,8	12,00			
Bromure de méthyle							Applications autres que sanitaires et pré-exp.: 31,80

<b>Consommation restante de CFC admissible au financement (tonnes PAO)</b>	30
--	----

**PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ANNÉE EN COURS :** Financement total: 3,058 millions \$US; Élimination totale : 767,8 tonnes PAO

<b>DONNÉES RELATIVES AU PROJET</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>Total</b>
Échéance pour la conformité	8 332,7	8 332,7	8 332,7	4 166,3	4 166,3	1 249,9	1 249,9		0	N/D
Consommation maximum admissible pour l'année des Substances (tonnes PAO)	N/D	N/D	5 546	3 880	<b>2 331</b>	1 122	30	30	0	N/D
Total des réductions annuelles des Substances (tonne PAO)		779	1 666	1 549	<b>1 209</b>	1 092	0	30	0	6 325
Réduction annuelle grâce aux projets en cours (tonnes PAO)	468	559	976	652	<b>300</b>	100	0			N/D
Objectif annuel d'élimination de CFC dans le secteur de la réfrigération (Fabrication) – PNUD (tonnes PAO)	0	0	300	300	<b>300</b>	241	0			1 141
Objectif annuel d'élimination de CFC dans le secteur de la réfrigération (Entretien) – PNUD (tonnes PAO)	0	0	200	300	<b>322</b>	250	0			1 072
Objectif annuel d'élimination de CFC dans le secteur des climatiseurs d'automobile – Banque mondiale (tonnes PAO)	0	220	110	110	<b>110</b>	365	0			915
Objectif annuel d'élimination de CFC dans le secteur des	0	0	80	0	<b>0</b>	70	0			150

<b>DONNÉES RELATIVES AU PROJET</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>Total</b>
Aérosols – Banque mondiale (tonnes PAO)										
Objectif annuel d'élimination de CFC dans le secteur des Mousse – Banque mondiale (tonnes PAO)	0	0	0	130	156	66	0			352
Objectif annuel d'élimination de CFC dans le secteur des Inhalateurs à doseur – Banque mondiale (tonnes PAO)	0	0	0	0	0	0	0	30		30
Objectif annuel d'élimination de CFC dans le secteur des Solvants – ONUDI (tonnes PAO) +	0	0	0	57	21	0	0			78
Réductions annuelles grâce aux Plans sectoriels (tonnes PAO)	0	220	690	897	909	992	0	30		3 738
<b>COÛT DU PROJET (\$US)</b>										
PNUD - Réfrigération (Fabrication)	1 288 000	2 200 000	1 762 000	750 000	217 000	181 000	-	-	-	6 398 000
Coût d'appui	111 920	194 000	156 900	67 500	19 530	16 290	-	-	-	566 140
PNUD - Réfrigération (Entretien)	2 196 758	1 805 987	500 000	250 000	159 555	-	-	-	-	4 912 300
Coût d'appui	195 708	160 939	43 400	21 300	13 160	-	-	-	-	434 507
Banque mondiale - Climatiseurs d'automobile	1 369 800	1 347 300	1 347 300	126 800	125 800	-	-	-	-	4 317 000
Coût d'appui	121 962	119 937	119 937	10 092	10 002	-	-	-	-	381 930
Banque mondiale - Aérosols			371 910							371 910
Coût d'appui			27 893							27 893
PNUD - Aérosols			224 000							224 000
Coût d'appui			13 440							13 440
Banque mondiale - Mousse	0	0	1 725 000	1 050 000	147 564	35 000	-	-	-	2 957 564
Coût d'appui	0	0	129 375	78 750	11 067	2 625	-	-	-	221 817
Banque mondiale – Inhalateurs doseurs	*	*	*	*	*	*			*	*
Coût d'appui	*	*	*	*	*	*			*	*
UONUDI – (Solvants)			1 464 733							1 464 733
Coût d'appui			108 974							108 974
<b>Tranches annuelles du financement total (\$US)</b>	<b>4 854 558</b>	<b>5 353 287</b>	<b>7 394 943</b>	<b>2 176 800</b>	<b>649 919</b>	<b>216 000</b>	-	-	-	<b>20 645 507</b>
<b>Total des Coûts d'appui (\$US)</b>	<b>429 590</b>	<b>474 876</b>	<b>599 919</b>	<b>177 642</b>	<b>53 759</b>	<b>18 915</b>	-	-	-	<b>1 754 701</b>
<b>COÛT TOTAL POUR LE FONDS MULTILATÉRAL (\$US)</b>	<b>5 284 148</b>	<b>5 828 163</b>	<b>7 994 862</b>	<b>2 354 442</b>	<b>703 678</b>	<b>234 915</b>	-	-	-	<b>22 400 208</b>

**FINANCEMENT DEMANDÉ:** Approbation en principe de l'élimination totale des SAO, du financement total du projet et du total des coûts d'appui, et approbation du financement de la troisième tranche (2006) indiqués ci-dessus

<b>RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT</b>
--------------------------------------

En attente
------------

## DESCRIPTION DU PROJET

1. Au nom du gouvernement de l'Indonésie, le PNUD, en sa qualité d'agence d'exécution principale, a soumis à la 50<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif pour examen, une demande de financement pour la tranche 2006 du Plan national d'élimination (PNE) en Indonésie des substances du Groupe I, Annexe A, et des Groupe II et III, Annexe B, à un coût total de 649 919 \$US, plus des frais d'appui d'agence de 53 759 \$US. La demande contenait un rapport sur le programme de mise en œuvre (PAM) 2005 ainsi que la soumission du PAM 2007. Outre les informations détaillées sur la vérification et les extraits du rapport de vérification contenus dans le rapport du PNUD sur le PAM 2005, le PNUD a également soumis sur demande, un exemplaire du rapport intégral.

### Historique

2. L'accord sur le PNE avait été initialement approuvé à la 44<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif en 2004. Le PNE a fusionné un certain nombre de plans sectoriels dont le premier avait été approuvé en 2002. Il s'agit des projets suivants : « Élimination de la consommation restante de CFC dans le secteur des aérosols » (PNUD, Banque mondiale), « Élimination de la consommation restante de CFC dans le secteur des mousses (Banque mondiale), « Élimination de CFC dans le secteur de la réfrigération (PNUD, Banque mondiale) et « Plan d'élimination finale des SAO dans le secteur des solvants (ONUDI). Le Comité exécutif a approuvé en principe un total de 20 645 507 \$US, pour le PNE de l'Indonésie (incluant les coûts des plans sectoriels approuvés antérieurement), pour l'élimination de l'ensemble de la consommation de CFC, CTC et TCA avec une dérogation pour 30 tonnes PAO de CFC utilisées pour la fabrication des inhalateurs doseurs, consommation qui avait été retirée du PNE et qui doit être prise en compte dans un projet séparé.

3. À la 48<sup>e</sup> réunion en avril 2006, le PNUD, en sa qualité d'agence d'exécution principale, avait soumis, au nom du gouvernement de l'Indonésie, une demande d'approbation de la tranche 2005 du PNE de CFC à laquelle était joint un rapport de vérification de l'année 2004, ainsi qu'un plan annuel de mise en œuvre pour 2006. La principale question soulevée par la soumission, considérant l'absence en Indonésie de mécanismes efficaces de surveillance et de contrôle des importations, était celle de savoir si le processus de vérification était approprié. La vérification s'est avérée limitée en termes de précision, en raison des faiblesses du système de surveillance des importations existant. La différence entre la consommation maximum admissible au financement en vertu de l'accord et la consommation vérifiée, qui était basée sur certaines approches limitées en termes de précision, était de 1 771 tonnes PAO ou 32%. Compte tenu de ces manques de précisions, il a été constaté que la consommation, bien que non connue avec exactitude, se situait encore très probablement dans les limites de consommation convenues.

4. Au moment de la tenue de la 48<sup>e</sup> réunion en Juillet 2005, le gouvernement de l'Indonésie était déjà pleinement conscient de la nécessité d'une gestion efficace des importations et avait fait savoir qu'il était en train de préparer une réglementation appropriée. Le Comité exécutif a convenu par la décision 48/33, d'approuver le financement demandé, à condition que ce financement ne soit libéré que lorsque le Secrétariat du Fonds sera officiellement informé par le

gouvernement de l'Indonésie, à travers le PNUD, agence d'exécution principale, de l'adoption et de la mise en application de la nouvelle réglementation sur le contrôle des importations des SAO.

5. Au nom du gouvernement de l'Indonésie, le PNUD a soumis le 15 septembre 2006, c'est-à-dire après la date limite pour les soumissions de la 50<sup>e</sup> réunion, un exemplaire de la réglementation révisée de l'Indonésie sur le contrôle des importations des substances appauvrissant la couche d'ozone, accompagné d'une note indiquant que la réglementation a été adoptée officiellement le 22 juin 2006. Après examen, le Secrétariat a fait savoir au PNUD que la promulgation de la réglementation semblait répondre à l'exigence de la décision 48/33. Aussi par la même correspondance, le Secrétariat a informé le PNUD de son impression que les quantités de SAO importées admissibles au financement ont été fournies à titre indicatif seulement, et qu'il fallait ajouter à ces chiffres des quantités non spécifiées d'importations pour les applications de laboratoire ou de recherche, ainsi que pour répondre aux besoins du gouvernement. Par ailleurs, la réglementation ne pas semble contenir des dispositions pour l'introduction des quotas avant l'arrêt des importations de CFC à la fin de 2007. Avec la libération du financement associé à l'application de la décision 48/33, la deuxième tranche du PNE de l'Indonésie dispose désormais des fonds pour sa mise en œuvre.

#### Rapport sur le programme annuel de mise en oeuvre précédent

6. Le PNUD a présenté un rapport sur la mise en oeuvre du PAM de l'année 2005. Cependant, étant donné que la libération du financement pour le programme de 2005 n'a été approuvée que en date du 9 octobre 2006, les activités de 2005 se sont poursuivies avec le financement approuvé en décembre 2004 à la 44<sup>e</sup> réunion. La comparaison des objectifs d'élimination fixés dans le dernier programme annuel de mise en oeuvre approuvé en mars 2005 avec les réalisations de l'élimination de 2005 montre que les objectifs d'élimination ont été atteints ou dépassés dans les secteurs des mousses et de l'entretien en réfrigération, et étaient presque atteints mais pas tout à fait, dans le secteur de l'entretien des climatiseurs d'automobile, de l'entretien en réfrigération et des solvants. L'ensemble des éliminations grâce aux projets individuels achevés avec un financement hors PNE totalisait 1,221 tonnes PAO, comparativement à 652 tonnes PAO. L'ensemble des décaissements et des engagements pour les activités exécutées à ce jour, dans le cadre des PAM de 2004 et 2005 se chiffre à 9 910 345 \$US, comparativement à l'ensemble des approbations qui totalisent 17 602 788 \$US (excluant le financement de la tranche de 2005 qui vient d'être libéré).

#### Rapport concernant la vérification de la consommation

7. Une tentative a été faite en vue de vérifier la consommation de Indonésie de 2005. En l'absence d'un système de permis qui fonctionne, ce travail a utilisé la même méthodologie que la vérification présentée à la 48<sup>e</sup> réunion. La méthodologie d'évaluation de la consommation nationale totale peut se résumer comme suit :

- a) Dans le cas de l'Indonésie, la consommation est égale aux importations. Les chiffres des importations provenaient des principaux importateurs non-officiels (sans documentation écrite). En outre, il existe aussi une importation officielle (documentée) à travers l'unique importateur enregistré. Les participants aux marchés ont estimé que la part de marché des importateurs non-officiels

correspondait à un pourcentage des importations non-officielles. Cette démarche permet de calculer le total des importations officielles et non-officielles;

- b) Les données relatives aux exportations des SAO à partir des autres pays vers l'Indonésie ont été obtenues pour comparaison avec les données sur les importations;
- c) Les estimations totales des ventes de SAO pertinentes à l'échelon du pays en 2004, obtenues auprès des distributeurs et commerçants ont été utilisées pour vérifier les informations disponibles provenant de (a) et (b) ci-dessus, sur la base des estimations provenant des participants du marché selon lesquelles les distributeurs identifiés détiennent 90% des parts du marché;
- d) Les estimations de la consommation en 2004, des entreprises bénéficiaires dans les différents secteurs ont été utilisées pour vérifier les informations disponibles provenant de (a) à (c) ci-dessus. L'élimination des SAO en date de 2004 a été déduite de l'ensemble de la consommation de référence de toutes les entreprises utilisant les SAO identifiées dans les projets individuels et les plans sectoriels.

8. Le tableau ci-dessous donne un aperçu de l'objectif fixé par l'Accord, et des résultats des différentes tentatives de vérification de la consommation.

	<b>Méthode suivant le 7 ci-dessous</b>	<b>Consommation (tonnes PAO)</b>
<b>Objectif fixé par l'Accord</b>		<b>3880</b>
<b>Résultats des technologies de remplacement</b>	<i>a.i) Importations officielles</i>	1526
	<i>a.ii) Importations non- officielles</i>	1720 / Estimation de la part du marché = 1810
	<i>a) Total des importations suivant les données disponibles</i>	3336
	b) Exportations provenant des autres pays	1032
	c) Ventes à l'intérieur à l'échelon du pays	3262 / Estimation de la part du marché = 3624
	d) Consommation des entreprises.	2331

L'on peut relever que les méthodologies (a) et (c) du paragraphe 7 ci-dessus se basent essentiellement sur les estimations de la part du marché. La différence entre les deux chiffres (a) et (c), et l'objectif est de 544 tonnes PAO (14%) dans le scénario de la méthodologie (a), et 256 tonnes PAO (7,5%) dans le cas de la méthodologie (c).

#### Plan annuel de mise en oeuvre pour la tranche demandée.

9. Le PAM pour 2006 relatif à la présente demande, cherche un financement pour les activités dans le secteur des mousses, de la fabrication en réfrigération, de l'entretien en réfrigération, de l'entretien des climatiseurs d'automobile et dans le secteur des solvants (prenant note qu'il n'y a pas de financement supplémentaire pour le secteur des solvants). Sur un

financement total de 649 919 \$US alloué au programme de 2006, l'on prévoit 147 564 \$US (22,7%) pour la poursuite de la mise en œuvre des activités d'investissement dans le secteur des mousses ; 159 555 \$US ( 24,5%) pour le secteur de l'entretien en réfrigération, incluant la poursuite du projet national pour la formation des techniciens en entretien; 125 800 \$US (19,4%) pour le projet national de récupération et de recyclage des frigorigènes utilisés dans les climatiseurs d'automobile; et 217 000 \$US (33,4%) pour le programme du secteur de la fabrication en réfrigération. Le financement alloué à la gestion du projet et aux activités de transfert de technologie est inclus dans chaque demande de financement sectorielle. Les données soumises par le PNUD et relatives aux activités proposées pour mise en œuvre en 2007 sont encore à l'examen par les agences concernées et le Secrétariat.

## **OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRETARIAT**

### **OBSERVATIONS**

10. Avec la promulgation de la législation sur l'amélioration de la surveillance et du contrôle des importations des SAO, l'Indonésie a démontré sa volonté à œuvrer activement à la réalisation des engagements pris dans l'Accord conclu avec le Comité exécutif.

11. Le Secrétariat a soumis un certain nombre de questions au PNUD concernant les réalisations rapportées, le calcul du solde budgétaire pour la mise en oeuvre et pour le nouveau PAM. Les discussions se poursuivent sur ces questions en ce moment.

12. Le Secrétariat reconnaît que la vérification effectuée par le PNUD sur la consommation en Indonésie représente probablement les meilleurs efforts qui puissent être entrepris en l'absence d'un système efficace de surveillance et de contrôle des importations dans le pays. Un tel système peut être institué au mieux après la transmission de la législation en juillet 2006. Par conséquent, la première année d'application d'un tel système sera 2007, avec une exigence de soumission de rapport en 2008.

13. La tentative de vérification fournie par le PNUD se base sur les quatre méthodologies mentionnées dans le paragraphe 7 ci-dessus. Le Secrétariat aimerait souligner qu'aucune de ces méthodologies ne constitue la vérification au sens propre du terme; et que même une combinaison de ces méthodologies ne permettrait une véritable vérification. Les principales questions concernant les approches sont détaillées comme suit :

- a) La collecte des données d'importation disponibles constitue une approche très raisonnable parce qu'elle se base sur un nombre limité, bien que non connu d'importateurs. Dans une première étape, les importateurs non-officiels sont interrogés sur les quantités importées. Dans la deuxième étape, la méthodologie tente de se servir de l'opinion des participants du marché concernant la part du marché des importateurs pour faire des extrapolations à partir des données fournies par les importateurs non-officiels connus sur l'ensemble des importations du marché non-officiel. Le problème général de cette approche réside dans la précision des estimations des participants du marché en particulier lorsque le

marché couvert est aussi vaste et aussi diversifié que l'Indonésie. Il convient de noter par ailleurs que les données sur les importations de chaque importateur pourraient, en raison de la nature même des importations, ne pas être vérifiées, parce que basées sur des communications orales.

- b) L'utilisation des données relatives aux importations provenant d'autres pays pour parvenir à une meilleure compréhension des importations en Indonésie constitue une approche intéressante. L'on sait que plusieurs pays de la région orientent les exportations dans les ports francs, en particulier Singapour où les mouvements des SAO ne sont enregistrés par les douanes, ni comme importations, ni comme exportations. Les quantités expédiées à travers les ports francs sont très importantes. Par conséquent, les données relatives aux exportations de SAO fournies par d'autres pays donneront toujours une image partielle du commerce des SAO vers l'Indonésie, parce qu'elles dévoilent juste un certain minimum des quantités importés.;
- c) La méthodologie utilisée ici pour déterminer la consommation sur la base des ventes à l'échelon du pays suscite les mêmes réserves que les données sur les importations. Les quantités de CFC distribuées dans le pays par un certain nombre de distributeurs connus sont comptabilisées. Cette méthodologie tente ensuite d'utiliser l'opinion des participants du marché concernant la part du marché des distributeurs, pour faire des extrapolations sur la distribution de CFC par les distributeurs connus de l'ensemble du marché. Une incertitude supplémentaire réside dans le fait que la méthodologie couvre uniquement les utilisations et non pas les stocks cumulés potentiels qui peuvent avoir un impact très important sur les données de consommation;
- d) L'évaluation de la consommation du pays sur la base de la consommation au niveau de l'entreprise et de la consommation des techniciens en entretien, dans un pays aussi vaste et aussi diversifié que l'Indonésie, est considérée comme comportant de fortes incertitudes. La méthodologie tente de cerner cette incertitude en assumant que les utilisateurs de SAO connus par les vérificateurs, et qui sont pour la plupart des bénéficiaires connus du PNE, détiennent une certaine part du marché. Il ressort clairement de l'expérience du Secrétariat avec les autres vérifications et rapports annuels que, même dans des pays dotés d'une structure plus homogène qu'en Indonésie et mieux organisés, il n'est pas possible d'évaluer la consommation avec ce genre d'approche ascendante, et pas en particulier lorsque le secteur des services fait partie des secteurs couverts.

14. Le Secrétariat poursuit actuellement les discussions avec le PNUD sur les détails du travail proposé pour mise en oeuvre en 2007, sur les particularités et les incertitudes de la vérification, et sur un certain nombre de détails d'ordre technique. Le Secrétariat informera le Comité exécutif des résultats de ces discussions.

## **RECOMMANDATIONS**

15. En attente